

ÉDITORIALYOUNES
AL BOUCHOUARI

Le tour de vis européen sur les données privées.

**Si c'est gratuit,
c'est toi le produit**

Ainsi donc, la Commission européenne entend mettre un gros coup dans la fourmilière avec son nouveau règlement ePrivacy (lire en page 3). Un texte, encore officieux, qui revoit à la hausse les obligations de quiconque exploite les données personnelles de citoyens européens. Objectif: mieux les protéger, mais aussi harmoniser les obligations des géants du web avec celles des opérateurs télécoms classiques. Combinée avec d'autres textes récents et plusieurs décisions de la Cour de Justice de l'Union européenne, notamment en matière de conservation des données télécoms pour la Justice, voilà (enfin) une réponse musclée des autorités européennes à une problématique majeure, dont les enjeux échappent malheureusement encore à beaucoup de monde. Prenons

Un cadre réglementaire plus strict ne sera efficace que si les citoyens comprennent les enjeux de vie privée.

l'exemple de la pub TV ciblée envisagée par Proximus et Telenet: lorsque l'info est sortie, la levée de boucliers fut immédiate, face aux grands méchants loups qui vendront notre intimité aux annonceurs. Des cris d'orfraie souvent émis par des personnes qui ne s'émeuvent pas une seconde du partage bien plus vaste d'informations

avec des géants comme Facebook, Netflix ou Apple. Qui ne s'émeuvent pas non plus quand Google leur envoie une notification pour leur dire que, vu l'heure et leur position géographique, il serait temps qu'ils se mettent en route pour leur prochain rendez-vous, ou qui acceptent les 18 demandes d'autorisation de la dernière application

téléchargée. La règle est pourtant limpide: si c'est gratuit, c'est que c'est vous le produit. Or, la gratuité est devenue l'essence, l'un des principes cardinaux du web. Et malgré que ce soit le cas depuis de nombreuses années, le manque d'information, d'éducation à ce «nouveau» média reste criant. La pression mise par les autorités européennes sur les entreprises est clairement un premier pas très important, mais elle ne pourra être efficace que si elle est accompagnée d'un véritable effort de formation des citoyens, qui soient capables de réellement comprendre ce qu'ils paient pour du gratuit.